



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 28/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT (ex-SABLIÈRES DIER)

4, rue Aristide Bergès
38080 L'isle-D'abeau

Références : MONDELANGE_GRANULATS-VICAT_2025-20-06_RAPVI_TA_01628
Code AIOT : 0006209128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement GRANULATS VICAT (ex-SABLIÈRES DIER) implanté mondelange 57300 Mondelange. L'inspection a été annoncée le 28/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective relative aux rejets aqueux et aux déclarations GEREP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT (ex-SABLIÈRES DIER)
- mondelange 57300 Mondelange

- Code AIOT : 0006209128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation d'une carrière alluvionnaire située sur le territoire des communes de Mondelange, Bousse et Richemont a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-195 du 16 juillet 2013 modifié, au bénéfice de la société SABLIERES DIER.

L'autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société GRANULATS VICAT a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/206 du 30 septembre 2022.

Une prolongation de deux ans de l'activité de la carrière a été autorisée par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°146 du 11 juillet 2023.

Le site est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 partiel	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été constatée pour le point n°4 et fait l'objet d'une demande d'action corrective à justifier à l'inspection des installations classées (l'inspection) sous 2 mois. Les autres points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'installation est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2510. Elle est soumise à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP). Il a été constaté que la déclaration 2024 au titre de l'année 2023 n'avait pas été réalisée. Au titre de l'année 2024, la déclaration a été transmise complète à l'inspection le 02 mai 2025. L'inspection note un retard dans la déclaration des émissions polluantes de l'établissement et rappelle à l'exploitant que cette dernière doit être réalisée avant le 31 mars de l'année n+1. La prescription contrôlée est conforme, après transmission du 2 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 partiel
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que seules des opérations de remise en état ont été réalisées en 2024 sur le secteur de Mondelange, l'extraction étant terminée. La remise en état a été finalisée au droit du secteur Bousse/Richemont.

L'inspection a contrôlé par sondage la déclaration GEREP lors de la visite. Des corrections ont été demandées concernant les surfaces remises en état. La déclaration a été modifiée et transmise à l'inspection le 17 juin 2025.

Vu la déclaration GERE 2025 au titre de l'année 2024.

Vu les résultats des mesures de retombées de poussières de l'année 2024.

Vu l'absence d'activité d'extraction et la remise en état en cours des parcelles sur le ban de Mondelage lors de la visite sur site

La prescription contrôlée est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaure

Prescription contrôlée :

Les eaux d'exhaure liées au rabattement de la nappe sont réinfiltrées dans la nappe dans un bassin prévu à cet effet ou dans la zone d'extraction du gisement voisine. Elles respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur maximale de rejet
pH	5,5 à 8,5
Température	30°C
Matière en suspension (MES)	35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l
Hydrocarbures totaux (HCT)	10 mg/l

La qualité de ces eaux est contrôlée annuellement par un organisme spécialisé et agréé dans le but de vérifier le respect des valeurs limites définies ci-dessus.

<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports relatifs à la qualité des eaux souterraines et des eaux d'exhaure relatifs aux prélèvements du :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 27 novembre 2023 (rapport n°23-R017.11A de janvier 2024); • 24 avril 2024 (rapport n°24-R012.04A de juillet 2024). <p>Vu l'absence de contrôle au 1er semestre 2025, l'extraction étant terminée.</p> <p>Les résultats sont conformes. La prescription contrôlée est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.4
Thème(s) : Actions régionales, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Surveillance de la piézométrie de la nappe :</u> Pendant toute la durée de l'autorisation, les niveaux des points de contrôle des eaux souterraines présentés dans l'article 2.1.7, sont relevés à une fréquence mensuelle. Ils sont exprimés en cote NGF.</p> <p><u>Surveillance de la qualité de la nappe :</u> Avant le début des travaux et pendant la durée d'exploitation, l'exploitant procède semestriellement à des prélèvements d'eau sur les points de contrôle des eaux souterraines présentés dans l'article 2.1.7.</p> <p>Les prélèvements font chacun l'objet d'une analyse des paramètres suivants : température, pH, turbidité, conductivité, DCO, oxygène dissous, chlorures, fluorures, sulfates, nitrates, nitrites, carbone organique total (COT), hydrocarbures totaux, indice phénols, métaux, benzène et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).</p> <p>Les métaux recherchés sont : arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, antimoine, sélénium et zinc.</p> <p>Pour les HAP, les substances recherchées sont : benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(ghi)pérylène, indéno(123,cd)pyrène et fluoranthène.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé.</p> <p>Ces résultats sont conservés dans le registre susvisé et communiqués dès réception à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés des commentaires de l'exploitant portant notamment sur l'évolution des concentrations par rapport à l'état initial.</p> <p>Constats :</p>

Surveillance de la piézométrie de la nappe :

Les relevés mensuels des niveaux de nappe depuis janvier 2025 ont été transmis post inspection le 16 juin 2025. Les niveaux de nappe en NGF ainsi que les isopièzes sont présentés dans ces documents.

Surveillance de la qualité de la nappe :

En amont de l'inspection et post inspection, les 4 derniers rapports de surveillance des eaux souterraines ont été transmis à l'inspection. Les prélèvements ont été réalisés les:

- 27 novembre 2023 (rapport n°23-R017.11A de janvier 2024);
- 24 avril 2024 (rapport n°24-R012.04A de juillet 2024);
- 15 octobre 2024 (rapport n°24-R012.10A de décembre 2024);
- 29 avril 2025 (rapport n°25-R014.04A de juin 2025).

La fréquence, les paramètres analysés, le nombre et la localisation des piézomètres sont conformes à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2013 modifié. Les analyses ont été réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC.

Les résultats d'analyses sont commentés et les valeurs sont comparées aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine prescrites dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 modifié.

Les résultats d'analyses soulignent des dépassement récurrents des limites et/ou références de qualité concernant la conductivité, la turbidité et les chlorures en amont et aval hydraulique au droit des secteurs Bousse/Richemont et Mondelange. D'après l'interprétation des résultats réalisée par le bureau d'étude, l'activité de la carrière ne semble pas influencer les résultats, les dépassements étant constatés en amont et aval hydraulique.

Néanmoins, l'inspection constate que:

- La turbidité apparaît nettement plus marquée au droit de Pz3 (aval hydraulique) que Pz1 (amont hydraulique) sur le secteur Bousse/Richemont. Cette différence n'est pas commentée dans les rapports de surveillance.
- L'évolution des teneurs par rapport à l'état initial n'est pas présentée dans les rapports de surveillance.

Les résultats d'analyses sont déclarées sous GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) depuis 2024, date de création du cadre de surveillance pour cet établissement.

La prescription contrôlée est partiellement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les enjeux sanitaires étant faibles, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. Il est demandé à l'exploitant de compléter son dernier rapport de suivi des eaux souterraines en intégrant:

- l'évolution des concentrations dans les eaux souterraines par rapport à l'état initial ;
- une interprétation des résultats relatifs à la turbidité plus importante en aval hydraulique sur le secteur Bousse/Richemont.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois